

Impact de la fiscalité sur l'intégration des unités informelles au Maroc

Impact of taxation on the integration of informal units in Morocco.

Auteur 1 : BERRAHMA Nezha

Auteur 2 : HANINE Sanae

BERRAHMA Nezha, (Doctorante)

Faculté d'Economie et de Gestion de Settat, Université Hassan 1er - Maroc

Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion et Management des Affaires (LAREGMA) Maroc

HANINE Sanae, (Enseignant chercheur)

Faculté des Sciences et Techniques de Settat, Université Hassan 1er - Maroc

Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion et Management des Affaires (LAREGMA) Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : BERRAHMA .N & HANINE .S (2024) « Impact de la fiscalité sur l'intégration des unités informelles au Maroc », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 25 » pp: 1276– 1298.

Date de soumission : Juillet 2024

Date de publication : Août 202



DOI : 10.5281/zenodo.13757209
Copyright © 2024 – ASJ



Abstract

Il va sans dire que l'économie informelle est un phénomène persistant au Maroc. Les décideurs publics sont préoccupés par son poids important de plusieurs angles notamment en termes de pertes de recettes fiscales. En se basant sur le modèle Principal-Agent d'Allingham et Sandmo (1972) impliquant l'Etat et le contribuable par rapport au comportement de l'informalité, cette recherche vise à étudier la réaction des agents entrepreneurs face à la politique fiscale de l'Etat en ce qui concerne le choix entre le secteur formel ou informel et l'interaction entre les deux. Pour atteindre cet objectif, nous avons opté pour une approche quantitative en menant une enquête terrain auprès d'un échantillon de 200 unités professionnelles localisées et réparties sur la Région de Casablanca–Settat dans différents secteurs d'activité.

Les résultats de cette étude obtenus à l'aide de différentes analyses statistiques descriptives et multivariées via le modèle de la régression logistique du logiciel SPSS, montrent les facteurs déterminants de la décision du choix entre l'économie formelle et informelle et affirme qu'elle est affecté principalement par la politique fiscale de l'Etat à travers la fonction du contrôle et de taxation.

Mots clés : Unités informelles, Modèle Principal-Agent, politique fiscale, conformité fiscale.

Abstract

The informal economy is a persistent phenomenon in Morocco. Public decision-makers are concerned by its significant weight from several angles, particularly in terms of loss of tax revenue. Based on the Principal-Agent model of Allingham and Sandmo (1972) involving the State and the taxpayer in relation to the behavior of informality, this research aims to study the reaction of entrepreneurial agents to the State's tax policy regarding the choice between the formal or informal sector and the interaction between the two. To achieve this objective, we opted for a quantitative approach by conducting a field survey with a sample of 200 professional units located and distributed across the Casablanca–Settat region in different sectors of activity.

The results of this study obtained through different descriptive and multivariate statistical analyses via the logistic regression model of the SPSS software, show the determining factors in the decision to choose between the formal and informal economy and affirms that it is mainly affected by the State's fiscal policy through the control and taxation function.

Keywords : Informal units, Principal-Agent model, Tax policy, Tax compliance.

Introduction

L'économie informelle est un phénomène qui connaît une croissance indéniable (Busato et Chiarini, 2004 ; Jae et al. 2002) et continue de jouer un rôle important dans l'économie marocaine. D'une part, son poids ne cesse d'augmenter surtout avec les dernières crises financières et sanitaires qui ont bouleversé le monde entier. En effet, l'informel coûte cher à l'économie nationale et représente, selon une étude réalisée par Bank Al-Maghrib en 2020, environ 30% du PIB et un manque à gagner fiscal estimé à 40 milliards de DH. D'autre part, du fait sa forte nuisance sur l'économie à cause de la concurrence déloyale qu'elle procure par rapport aux activités formelles ainsi que, le manque de conformité aux obligations fiscales et sociales, constitue un manque à gagner important pour l'État.

Le rapport de DIAL¹ montre aussi que « *l'importance du secteur informel dans l'ensemble de la richesse produite justifie à elle seule la nécessité de sa fiscalisation, mais il va de soi que tout dans ce secteur n'est pas susceptible d'être fiscalisé ni au même degré, ni de la même manière, compte tenu de son hétérogénéité* ». Nous nous focalisons dans cette étude sur le comportement de conformité fiscale en essayant de comprendre le point de vue des agents informels par rapport à la fiscalité et leur comportement vis-à-vis de la politique fiscale de l'Etat. A cet effet, Jae et al., (2002) argumentent que seule la compréhension des aspects et des comportements (positifs et négatifs) qui sous-tendent les échanges au sein de l'économie informelle et la prise en compte de leurs conséquences sur l'économie formelle peuvent permettre d'assurer le développement au sein de ce pont de l'économie.

Par ailleurs, plusieurs études ont abordé l'économie informelle, mais rares sont les travaux qui ont traité ce sujet en relation avec la conformité fiscale. A cet effet, le présent article vise à combler cette lacune de recherche en étudiant la relation entre le comportement des entrepreneurs informels par rapport à la politique fiscale de l'Etat marocain en répondant à la question de recherche suivante : *Dans quelle mesure la fiscalisation de l'économie informelle au Maroc sera -t-elle optimale ?* » L'objectif étant de trouver le meilleur moyen de l'intégrer dans l'économie organisée.

Du point de vue théorique, l'étude est basée sur le modèle Principal-Agent, permettant d'analyser le comportement d'informalité des agents par rapport à diverses politiques fiscales

¹ DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) : « *Fiscaliser le secteur informel dans les pays en voie de développement. Pourquoi, comment ?* », Document de travail n°96/09.1996

envisageables par l'Etat et de déterminer dans quelle mesure la politique fiscale influence le dualisme du passage entre l'informel et le formel.

Afin d'opérationnaliser notre recherche, nous avons procédé à une enquête par questionnaire menée auprès de 200 unités professionnelles localisées de la Région Casablanca -Settat.

A cet effet, nous avons mené notre recherche comme suit, nous allons commencer en premier lieu par la présentation de la littérature traitant la relation entre la fiscalité et le comportement de l'informalité à travers le modèle Principal- Agent, liant l'agent informel et sa décision de s'intégrer ou non à l'économie formelle par rapport à la politique fiscale de l'Etat. Puis en deuxième lieu, exposer la méthodologie adoptée, le questionnaire, l'échantillon, les mesures des variables ainsi que le test des hypothèses. Nous clôturons notre recherche par une analyse et relatons ses principaux résultats.

1. Revue de littérature de la relation entre fiscalité et informel

Partant des théories du bien-être social, il convient de noter la contribution majeure de la théorie de la fiscalité optimale qui suppose que l'Etat est disposé à mettre en œuvre tous les moyens pour maximiser le bien-être social. Ainsi, à partir de cette hypothèse, les agents économiques font le choix entre le fait de se conformer ou non aux obligations fiscales de l'Etat. Ce courant s'inspire essentiellement du modèle précurseur d'Allingham et Sandmo (1972) sur la fraude fiscale qui suppose que l'entrepreneur se trouve face à un choix risqué et dans une situation d'incertitude (frauder ou ne pas frauder). Cette séquence de décisions et d'actions qui implique l'Etat et l'opérateur économique est très proche du modèle Principal-Agent.

Le débat sur l'importance de la fraude fiscale avec le secteur informel a été suscité par plusieurs auteurs comme H. de Soto (1989) qui a montré que la décision de l'informalité découle d'un choix rationnel de la part des entrepreneurs qui font un arbitrage entre les gains anticipés des deux secteurs formel et informel. Ce choix est assimilé au comportement de fraude fiscale où l'agent serait parfaitement informé des avantages et des coûts que lui procure l'appartenance au secteur informel par rapport au formel. Ainsi, la conformité fiscale résulte de l'interaction entre un agent qui maximise son revenu disponible (net d'impôt) et une administration fiscale qui cherche à maximiser ses recettes totales (impôts et pénalités) nettes des coûts de contrôle fiscal pour enfin adopter la meilleure stratégie compte tenu de l'action de l'autre. C'est ainsi qu'on pourra considérer l'Etat comme Principal et l'entrepreneur comme Agent.

1.1. L'Etat est « Principal »

En s'inspirant du modèle Principal-Agent d'Allingham et Sandmo (1972) impliquant l'Etat et le contribuable, l'Etat qui occupe le rôle du principal est chargé de collecter les impôts dus sur la base du chiffre d'affaires des entrepreneurs.

Pour simplifier notre étude, on suppose que l'Etat à travers sa politique fiscale essaie de faire appliquer le Code Général des Impôts (CGI) via ses deux fonctions à savoir la fonction de contrôle et de taxation, tout en cherchant à maximiser les recettes nettes attendues de la collecte des impôts ainsi que les pénalités recouvrées à l'issue des contrôles déduits des coûts du contrôle. A ce stade, l'apport de Koskela (1983b) en ce qui concerne les caractéristiques du système coercitif consiste soit à augmenter les pénalités en cas de détection ou multiplier les contrôles. Toutefois, l'administration fiscale est supposée être neutre vis-à-vis du risque et la maximisation des recettes fiscales ne doit pas la pousser à taxer toutes les petites activités du secteur informel abstraction faite de la rentabilité fiscale obtenue. En effet, puisque le taux de taxation est croissant avec la taille des unités et le chiffre d'affaires, il est possible que ce taux soit nul pour les unités de très petite taille tels que les marchands ambulants.

Par ailleurs, le rôle du Principal par rapport aux fonctions de contrôle et de taxation se présente comme suit :

⇒ La fonction du contrôle :

L'administration fiscale mène autant de contrôles fiscaux que cela peut lui sembler nécessaire. Mais, la politique répressive n'est efficace que si le supplément de recettes découlant de la détection du comportement informel excède le coût de la procédure de contrôle.

Disposant de cette information incomplète, on suppose que l'Etat pour sa fonction de contrôle exclue les activités de très petite taille. Autrement dit, la probabilité de contrôle sera une fonction croissante de la taille de l'activité de l'agent et ce d'une manière rationnelle pour l'Etat.

On note aussi, que parmi les variables expliquant la probabilité de contrôle existe l'enregistrement de l'activité de l'agent auprès des services fiscaux. En plus, le pourcentage du chiffre d'affaires déclaré pourra aussi influencer la fonction de contrôle. En effet, si l'Administration fiscale détient une information sur la taille de l'entreprise et sur son activité, donc elle dispose d'une information incomplète sur son chiffre d'affaires potentiel. De ce fait, un taux de déclaration de l'agent trop faible par rapport au chiffre d'affaires réel peut provoquer un contrôle fiscal.

⇒ La fonction de taxation

L'administration fiscale fixe aussi la fonction de taxation du chiffre d'affaires ainsi que les pénalités y afférentes.

L'imposition est établie sur la base de la déclaration de chiffre d'affaires déposée par l'agent. En effet, si l'agent sous-déclare son CA, une amende au taux fixe est applicable au chiffre d'affaires éludé (non observé), qui sera alors infligée à l'entrepreneur en situation irrégulière.

En résumé, on a essayé à travers ces fonctions de spécifier le modèle de la fonction de contrôle et de taxation des unités informelles à travers l'introduction de plusieurs paramètres fiscaux. Dans ce qui suit, on va pousser l'analyse via l'incorporation de comportement des agents et celui de l'administration fiscale par rapport à la fiscalité.

1.2. L'entrepreneur est « l'agent »

L'entrepreneur est considéré comme « l'agent ». Dans sa stratégie de maximisation de profit espéré, il tient compte de la politique fiscale de l'Etat. Autrement dit, l'entrepreneur est un agent économique rationnel qui va essayer de maximiser son gain en tenant compte de ses coûts de production et ses charges fiscales. Dans notre étude, nous allons nous focaliser sur le comportement de dissimulation du CA par le non enregistrement fiscal et ce dans le but de maximiser le profit anticipé après impôt. Par ailleurs, l'entrepreneur informel est supposé subir un coût supplémentaire de non enregistrement fiscal. Ce surcoût lié à l'informel est largement analysé dans les articles de Wendorff (1985), De Soto (1994) et aussi Bagachwa et Naho (1995). En effet, contrairement à une unité formelle, l'unité non enregistrée fait appel à des pratiques irrégulières et met en œuvre des moyens financiers pour échapper aux contrôles de l'Etat tel que la corruption, manque de publicité et d'accès direct aux approvisionnements et aux crédits bancaires. Cela engendre des coûts supplémentaires supposés évoluer de façon croissante avec le chiffre d'affaires de l'entreprise.

D'une façon générale, la stratégie de l'agent par rapport à la politique fiscale de l'Etat tourne autour de la maximisation de son profit anticipé après impôt, soit en choisissant d'opérer dans le formel ou l'informel ou de dissimuler le chiffre d'affaires en cas de déclaration fiscale. Dans ce cas, on assiste à deux scénarii :

- Le premier, consiste à faire un arbitrage en ce qui concerne le fait d'opérer dans le formel ou l'informel en enregistrant son activité ou non.

- Le deuxième, concerne les unités qui ont choisi d'être formelles et qui vont essayer de déterminer la partie du chiffre d'affaires à dissimuler pour l'administration fiscale.

En comparaison avec la fonction du contrôle de l'Etat, le gain marginal de l'agent malhonnête est une fonction décroissante de la probabilité de contrôle, de la pénalité et de l'impôt dû par les entrepreneurs à faible revenu.

La relation entre le gain marginal et l'impôt dû par ceux à revenu élevé est en général ambiguë. Car augmenter l'impôt dû par les contribuables à revenu élevé augmente non seulement le gain de la fraude en cas de non contrôle, mais également accroît la perte en cas de contrôle.

Pour les contribuables neutres vis-à-vis du risque, le bénéfice marginal de non-conformité augmente avec le montant d'impôt dû par ceux à revenu élevé. C'est pourquoi, il paraît inutile, en vue de l'obtention d'une conformité fiscale, d'imposer un contrôle à toutes les déclarations de bas revenus.

2. Présentation des hypothèses et définition des variables

Le principal objectif des études empiriques sur le sujet de l'économie informelle est de tester les résultats issus de la recherche théorique ainsi que l'élargissement de la gamme des variables pertinentes pour la compréhension de la dynamique du phénomène en matière fiscale.

Toutefois, face à la rareté et l'incomplétude des données disponibles sur le sujet étudié à savoir l'intégration de l'économie informelle par la fiscalité, nous avons opté pour la méthode des enquêtes terrain tout en portant une attention particulière à la construction de l'expérience.

A ce stade, nous présentons les hypothèses de notre recherche ainsi que les indicateurs retenus pour mesurer les différentes variables, dépendantes et indépendantes.

2.1. Présentation des hypothèses

Le cadre théorique présenté ci-dessous nous a permis d'avancer les principales hypothèses de l'étude, que nous allons tester à travers le traitement et l'analyse des données collectées.

Selon Ependa, une hypothèse consiste à donner une réponse provisoire à la question ou aux questions qu'on s'est posées dans la problématique². Pour répondre à notre problématique de recherche nous avons formulé un certain nombre d'hypothèses.

² Ependa, A. (2017). « Pièges et étapes du processus de recherche : De la théorie à la présentation des résultats ». Ed. L'Harmattan, page 64.

⇒ Hypothèse générale :

Notre recherche teste l'hypothèse de base qui consiste à dire que la politique fiscale influence la décision des agents à choisir entre le formel et l'informel. Cette hypothèse générale est composée d'un ensemble de sous-hypothèses formulées à partir de la revue de littérature de notre travail. Ces hypothèses formulées sont présentées comme suit :

⇒ Hypothèses du modèle

H1 : La politique fiscale (taxation, contrôle, exonérations) affecte la décision de l'agent à intégrer le secteur formel.

H2 : L'administration fiscale maximise les recettes via le contrôle des activités enregistrées dont le CA est dissimulé de grande taille (relation coût du contrôle et recettes espérées).

H3 : L'administration fiscale détecte les activités informelles de grande taille (relation coût de détection et recettes espérées).

H4 : La migration entre le formel et l'informel dépend du gain espéré après impôt.

Dans ce qui suit, nous allons exposer les variables qui seront utilisées dans l'expérimentation empirique de notre phénomène d'étude.

2.2 Définition des variables

Les variables peuvent être classées en deux catégories principales : les variables indépendantes et les variables dépendantes.

La variable subissant l'influence est appelée « variable dépendante ». La variable qui produit l'effet est appelée « variable indépendante ». Ainsi, nous exposons d'abord la variable dépendante, à savoir l'intégration de l'économie informelle selon quatre paramètres. Ensuite nous présentons les variables indépendantes à savoir les paramètres de la politique fiscale et son lien avec le comportement de l'agent.

2.2.1. La variable dépendante : l'intégration de l'économie informelle

La variable dépendante qui a été retenue dans notre travail est l'intégration de l'économie informelle à travers l'enregistrement et le contrôle fiscal. Pour cela, la structure de jeu impliquant l'agent et l'Administration fiscale suite au modèle déjà présenté pourra être répartie en deux groupes selon quatre variables dépendantes à savoir « Enregt » ; « Control », « Declar » et « Detect » (voir tableau N°1 et 2).

En plus de ces variables dépendantes des deux systèmes d'équation simultanées retenus du modèle Principal-agent, on retient les variables indépendantes désignés ci-après.

2.2.2. Les variables indépendantes

Comme son nom l'indique, une variable indépendante (VI) est autonome. La valeur ne change pas en raison de l'impact de toute autre variable.

Pour atteindre l'objectif de notre recherche, nous comptons retenir les variables explicatives exposées dans le tableau ci-dessous.

Par ailleurs, en sus des variables structurelles, des variables de contrôle démographiques et psychologiques décrivant le comportement de l'agent ont été introduites dans le modèle telle que «Age», «Educ», «Sexe», «Ville» et «Percetat».

Tableau N°1 : Liste des variables relatives à la décision d'enregistrement des UPI

Variable	Définition
Variable dépendante N°1	
« Enregt »	1 si l'unité est formelle et 0 si informelle
Variables indépendantes	
<i>Tximpôt</i>	1 si le taux d'impôt est obstacle et 0 sinon
<i>Matur</i>	Nombre d'années depuis la création de l'unité
<i>Taille</i>	Nombre d'employés permanents
<i>Rent</i>	Profit espéré après impôt
<i>Percetat</i>	1 si l'agent a une bonne perception de l'administration fiscale et 0 Sinon
<i>Clts</i>	1 si le client est une entreprise formelle et 0 sinon <i>(On considère que le client est formel si l'unité lui délivre la facture de vente)</i>
<i>Frs</i>	1 si le fournisseur est une entreprise formelle et 0 sinon <i>(On considère que le Fournisseur est formel s'il octroi à l'unité la facture d'achat)</i>
<i>Educ</i>	Niveau de scolarité de l'agent

<i>Age</i>	Age de l'agent
<i>Sexe</i>	1 si l'agent est Homme et 2 si c'est une Femme
<i>Ville</i>	1 si la ville est Casablanca et 0 si c'est hors Casablanca
Variable dépendante N°2	
« Control »	Probabilité de contrôle de l'unité par le fisc
Variabiles indépendantes	
<i>Declar</i>	Probabilité de sous-déclaration du CA
<i>Durée_Enregt</i>	Durée d'enregistrement fiscal
<i>Impôts_payés</i>	La part des charges fiscales payées en N-1
<i>Taille</i>	Nombre d'employés permanents
<i>Possession_Cpté</i>	1 si l'unité possède une comptabilité et 0 sinon
<i>Matur</i>	Nombre d'années depuis la création de l'unité
<i>Percetat</i>	1 si l'agent a une bonne perception de l'administration fiscale et 0 Sinon

Source : Etabli par les auteurs

Tableau N°2 : Liste des variables relatives à la sous-déclaration du CA

Variable	Définition
Variable dépendante N°3	
« Declar »	Probabilité de sous-déclaration du CA
Variabiles indépendantes	
<i>Rent</i>	Profit espéré après impôt
<i>Impôts_payés</i>	La part des charges fiscales payées en N-1
<i>Possession_Cpté</i>	1 si l'unité possède une comptabilité et 0 sinon
<i>Durée_Enregt</i>	Durée d'enregistrement fiscal
<i>Taille</i>	Nombre d'employés permanents
<i>Percetat</i>	1 si l'agent a une bonne perception de l'administration fiscale et 0 Sinon

<i>Tximpôt</i>	1 si le taux d'impôt est obstacle et 0 sinon
Variable dépendante N°4	
« Detect »	Probabilité de détection du CA sous-déclaré par le fisc
Variables indépendantes	
<i>Taille</i>	Nombre d'employés permanents
<i>Matur</i>	Nombre d'années depuis la création de l'unité
<i>Durée_Enregt</i>	Durée d'enregistrement fiscal
<i>Age</i>	Age de l'agent
<i>Sexe</i>	1 si l'agent est Homme et 2 si c'est une Femme
<i>Ville</i>	1 si la ville est Casablanca et 0 si c'est hors Casablanca

Source : Etabli par les auteurs

A l'instar des différentes théories évoquées ci-dessus et en passant par les analyses de Ali et al., (2014) sur la conformité fiscale dans quatre pays, à savoir l'Afrique du Sud, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda ; Williams, et al. (2015) sur le degré de formalité et Coolidge et al., (2009) sur la conformité fiscale dans les activités informelle qui mettant en exergue les déterminants du comportement de conformité fiscale, l'estimation d'un modèle logit est très recommandé dans cette étude. Ceci est justifié par le caractère dichotomique des variables dépendantes prenant deux valeurs 1 ou 0.

Ainsi nous aurons affaire à quatre fonctions qu'on va analyser les résultats des équations qui se présentent comme suit : Logit (Enregt), Logit (Control), Logit (Declar) et Logit (Detect).

3. Méthodologie et constitution de l'échantillon

3.1. Méthodologie de recherche

La position épistémologique adoptée dans ce travail est celle post-positiviste, puisque nous avons essayé de respecter au maximum les fondements du paradigme qui stipule que : « *le chercheur doit tout mettre en œuvre pour tendre vers une objectivité maximale et, notamment, contrôler le plus précisément possible les conditions dans lesquelles il réalise sa recherche, et*

*spécialement sa collecte de données, de manière à s'assurer le plus possible de l'objectivité de son travail*³».

Pour le mode de raisonnement utilisé, nous avons choisi celui hypothético-déductif avec une approche méthodologique quantitative non probabiliste et une approche empirique directe via l'enquête terrain. Ceci est motivé par le fait que notre travail essaie de mettre à l'épreuve les différentes théories exposées ci-dessous sur un nouvel environnement à savoir le Maroc et ce, à travers le test et la vérification empirique des hypothèses déjà définies.

3.2. Constitution de l'échantillon

La détermination de l'échantillon est primordiale pour l'enquête car elle conditionne la précision des résultats obtenus et par conséquent la pertinence de la prise de décision. Rappelons que la définition de l'économie informelle retenue dans cette enquête est basée sur le critère d'enregistrement ou non à la taxe professionnelle des unités professionnelles auprès des services fiscaux ainsi que la sous déclaration du Chiffre d'Affaires afin d'étudier la relation entre la fiscalité existante et le comportement de conformité de ces unités.

Parmi les types d'échantillonnage existant, nous avons choisi pour notre étude, l'échantillonnage par quota qui est une méthode d'échantillonnage non probabiliste en deux étapes attribuant des quotas à la population afin de s'assurer que lorsque des éléments de la population sont sélectionnés, le groupe d'échantillon est représentatif des caractéristiques de la population.

Par ailleurs, dans notre travail et en absence d'une base de sondage concernant le secteur informel par ville au Maroc, on retient pour le calcul de la taille de notre échantillon la formule de Cochran suivante :

$$n = z^2 \times p (1 - p) / m^2$$

Pour calculer une proportion avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur à 7%, l'échantillon est censé avoir au minimum 196 unités informelles selon le calcul suivant :

$$n = (1,96)^2 \times (0,5)(1-0,5) / (0,07)^2 = 196$$

Ainsi, notre échantillon choisi est de **200 unités professionnelles** qui a dû respecter l'exigence essentielle de représentativité par rapport à la pondération par activité. En effet, il est choisi suivant la répartition du HCP en 2014 selon le poids de l'effectif des unités informelles (UPI)

³ Gavard-Perett.M-L et al, « *Méthodologie de la recherche : Réussir son mémoire ou sa thèse en sciences de gestion* », Edition Pearson Education France, 2008, p.7

par secteur d'activité à savoir : les unités de production en industrie, en BTP, du commerce et de services et ce, dans la Région Casablanca Settat, la région la plus représentative du Maroc en termes d'emploi au secteur informel et de création d'UPI puisque à elle seule, s'accapare de 19,2% des unités informelles au Maroc avec près de 1/5 des unités informelles créés au Maroc. La répartition s'effectue comme suit :

Tableau N°3 : Répartition de l'échantillon selon l'effectif des UPI par secteur et par ville

Secteur/Ville	Industrie	BTP	Commerce	Services	Total
Casablanca (*)	16	9	51	24	100
Mohammédia	2	1	6	3	12
El Jadida	2	1	7	3	13
Nouaceur et Deroua	2	1	6	3	12
Médiouna	2	1	7	3	13
Benslimane	2	1	6	3	12
Berrechid	2	1	7	3	13
Settat	2	1	7	3	13
Sidi Bennour	2	1	6	3	12
Total	32	17	103	48	200

(*) La moitié de l'échantillon est consacré à la ville de Casablanca étant donné qu'elle comporte elle seule 8 préfectures.

L'analyse de la répartition sectorielle, montre que le secteur du commerce est le champ d'intervention privilégié des unités informelles, abritant ainsi l'essentiel de la population. Les secteurs des services et industrie viennent en second rang.

I. 3.3. Les outils méthodologiques

Les outils méthodologiques retenus pour la collecte des informations nécessaires à l'élaboration de cette étude s'appuient essentiellement sur les données issues du questionnaire. Cet instrument de mesure a été créé en prenant en considération la majorité des variables détectées dans notre revue de littérature, notamment celles pouvant influencer le comportement de conformité par rapport à la fiscalité. Par ailleurs, les tâches de rédaction des questions, de saisie et traitement des réponses ont été faites à l'aide du Logiciel **Sphinx plus2**.

C'est ainsi que la structure globale du questionnaire que nous avons adoptée se présente selon les cinq parties suivantes :

- **Partie I** : Caractéristiques générales concernant des informations sur l'activité exercée ;
- **Partie II** : Relation avec l'environnement pour bien assimiler la relation de l'unité avec ses différents partenaires (salariés, clients, fournisseurs, banques,...) ;
- **Partie III** : Décision d'enregistrement et de déclaration. Cette partie concerne les unités enregistrées pour lesquelles nous essayons de tester la part du CA sous déclaré et la relation de l'agent avec l'administration fiscale ;
- **Partie IV** : Relation informel et fiscalité, se concentre sur les unités informelles non déclarés les obstacles, avantages et perspectives d'intégration au secteur organisé ;
- **Partie V** : Fiche signalétique par laquelle nous aurons une idée sur le chef de l'unité concernée.

En ce qui concerne le déroulement de l'enquête, le questionnaire a été administré aux répondants entre février et avril 2024, en se basant sur un entretien directif en face à face. Le choix de ce mode est motivé par le fait qu'il touche directement le cœur de la population ciblée et permet d'avoir une meilleure qualité de sondage à travers les réactions et commentaires. En plus, le recueil des réponses est fait par un groupe composé de trois enquêteurs professionnels et expérimentés issus d'une formation académique de haut niveau.

Pour l'analyse des observations, elle est effectuée en utilisant le logiciel Statistical Package for the Social Sciences (SPSS) 26 discutée ci-après.

4. Présentation et test des hypothèses

Pour notre étude, nous avons utilisé l'analyse des données⁴ celle multivariée mesurant les associations entre plusieurs variables en même temps. Nous allons donc, dans cette partie, étudier simultanément, l'impact de tous les mécanismes du comportement de l'intégration et conformité fiscale. À cette fin, nous proposons d'adopter le test logit probit de la régression logistique étant donné que la variable dépendante est dichotomique (codée 0-1) par rapport à des variables indépendantes qui peuvent être continues ou catégorielles.

Ce type d'analyse est très important pour la confirmation ou l'infirmité des hypothèses de recherche.

4.1. Présentation des résultats du test logit de la variable dépendante « Enregt »

⁴ Caumont, D et Ivanaj, S. (2017). « *Analyse des données* » Ed. Dunod, page 22

Le modèle testé a un taux de précision de départ de 73,5% qui s'est amélioré à 92%, ce qui implique que le modèle prédit correctement la régression des variables et constitue un bon indicateur pour notre analyse.

Récapitulatif des modèles

Pas	Log de vraisemblance	-R-deux de Cox et Snell	R-deux de Nagelkerke
1	46,020 ^a	,604	,881

Ce récapitulatif montre qu'entre 60,4% et 88,1% de la probabilité d'enregistrement fiscal s'explique par les variables indépendantes insérées dans le modèle (Obstacle impôt, taille, Educ,...). Ces variables seront bien analysées dans le tableau ci-après

Variables de l'équation logit « Enregt »

	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour EXP(B)
							Inférieur Supérieur
Pas 1							
Obstacle Impôt	-1,246	1,020	1,494	1	,222	,288	,039 2,121
Taille	2,482	,709	12,248	1	,000	11,971	2,981 48,074
Profit espéré	-7,758	1,957	15,721	1	,000	,000	,000 ,020
Perceat	-4,523	1,252	13,050	1	,000	,011	,001 ,126
Educ	,186	,539	,119	1	,730	1,204	,419 3,463
Age	-,306	,540	,321	1	,571	,736	,256 2,121
Clts	-17,406	8892,783	,000	1	,998	,000	,000 .
Frs	-2,859	1,198	5,698	1	,017	,057	,005 ,600
Ville	2,344	1,116	4,408	1	,036	10,421	1,168 92,938
Matur	-,188	,363	,268	1	,605	,829	,407 1,688
Constante	18,866	8892,784	,000	1	,998	156049636,746	

Source : Etabli par les auteurs selon le traitement par SPSS

Ce tableau montre l'impact des variables indépendantes sur la variable dépendante qui est la décision d'enregistrement nommée « **Enregt** ». Ainsi, les variables significatives à prendre en considération dont la p. value < 0,05 sont :

- **La taille** : plus la taille est grande, plus le non enregistrement est grand ;
- **Le profit espéré** : plus il y a une baisse de profit espéré, plus on constate le non enregistrement des unités professionnelles.
- **La perception fiscale** : plus il y a une dégradation de la perception fiscale, plus il y a une augmentation du non enregistrement
- **Frs** : plus on a recourt à des fournisseurs informels qui ne donnent pas de facture d'achat, plus on remarque l'augmentation de non enregistrement fiscal des unités ;
- **Ville** : plus on est hors Casablanca, plus la probabilité de non enregistrement est grande cela pourra être expliqué par la faiblesse des flux des transactions réalisées par rapport à celles existantes sur Casablanca. Toutefois, on remarque que l'impôt n'a pas un impact considérables sur la décision d'enregistrement, car il y a d'autres paramètres existant tel que le manque de rentabilité, lourdeur administrative, ...). En plus que l'Age, Educ, Clts, Matur n'ont pas d'impact sur la probabilité d'enregistrement fiscal.

Par ailleurs, notre modèle de régression logistique concernant la variable Enregistrement « **Enregt** » s'écrit comme suit :

$$\text{Logit (Enregt)} = 18,866 - (1,246 * \text{Obstacle Impôt}) + (2,482 * \text{Taille}) - (7,758 * \text{Profit espéré}) - (4,523 * \text{Percetat}) + (0,186 * \text{Educ}) - (0,306 * \text{Age}) - (17,406 * \text{Clts}) - (2,859 * \text{Frs}) + (2,344 * \text{Ville}) - (0,188 * \text{Matur}).$$

Ainsi, en se référant à l'hypothèse H4 qui stipule que « la migration entre le formel et l'informel dépend du gain espéré après impôt » est **validée**.

4.2. Présentation des résultats du test logit de la variable dépendante « Contrôle »

Le modèle a une de précision de 66% du départ qui s'est amélioré à 84,9% après l'insertion des autres variables indépendantes. Donc il est apte à faire les analyses auprès du sous-groupe des unités enregistrées.

Récapitulatif des modèles

Pas	Log vraisemblance -2	deR-deux de Snell	de Cox etR-deux de Nagelkerke
1	32,226 ^a	,490	,678

Ce tableau montre qu'entre 49% et 67,9% de la probabilité de contrôle fiscal s'explique par les variables indépendantes insérées dans le modèle (Impôt payé, taille, possession comptabilité,...). Ces variables seront bien analysées dans le tableau ci-après.

Variables de l'équation logit « Control »

Pas 1 ^a	Durée Enregist	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour EXP(B)	
								Inférieur	Supérieur
	Durée Enregist	,176	,088	4,045	1	,044	1,193	1,004	1,416
	Impôts_payés	,000	,000	5,810	1	,016	1,000	1,000	1,000
	Possession Cpté	-3,156	1,473	4,591	1	,032	,043	,002	,764
	Taille	-,218	,670	,106	1	,745	,804	,216	2,990
	Percetat	1,906	1,086	3,083	1	,079	6,727	,801	56,477
	CA_sous_déclaré	,000	,000	,717	1	,397	1,000	1,000	1,000
	Declar	1,231	2,933	,176	1	,675	3,426	,011	1075,458
	Constante	-1,172	2,643	,197	1	,657	,310		

Source : Etabli par les auteurs selon le traitement par SPSS

A la lecture de ces résultats nous constatons une corrélation positive et significative qui existe entre la probabilité du contrôle fiscal nommée «**Control**» et :

- **Durée d'enregistrement** : plus la durée d'enregistrement augmente plus le contrôle augmente ;
- **Impôts payés** : affecte la probabilité du contrôle mais pas significative ;
- **Possession Cpté** : affecte la probabilité du contrôle mais pas significative

Enfin, il ressort que les variables explicatives de contrôle comptabilité restantes à savoir, la taille, percetat, le CA sous déclaré, n'ont aucune influence sur la probabilité de contrôle fiscal puisque le seuil de sig.> 0,05.

Par ailleurs, notre modèle de régression logistique concernant la variable « Control » s'écrit comme suit :

$$\text{Logit (Control)} = -1,172 + (0,176 * \text{Durée Enregt}) + (0,0 * \text{Impôts payés}) - (0,218 * \text{Taille}) + (1,906 * \text{Percetat}) + (0 * \text{CA Sous déclaré}) + (1,231 * \text{Declar})$$

Ainsi, en réponse à l'hypothèse H2 qui estime que « l'administration fiscale maximise les recettes des activités enregistrées dont le CA est dissimulé de grande taille » (relation coût du contrôle et recettes espérées), on pourra conclure que cette hypothèse **est réfutée** selon le test réalisé. Mais on peut retenir la variable de la durée d'enregistrement comme critère de contrôle. Par ailleurs, la taille de l'unité et son CA sous déclaré n'a pas de lien de dépendance avec le contrôle fiscal car toutes les unités quelque soit leur taille sont exemptées du contrôle fiscal pendant les cinq premières années d'exonération.

4.3. Présentation des résultats du test logit de la variable dépendante « Detect »

Récapitulatif des modèles

Pas	Log vraisemblance -2	deR-deux de Snell	Cox etR-deux de Nagelkerke
1	51,292 ^a	,336	,449

Variables de l'équation

	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour EXP(B)	
							Inférieur	Supérieur
Pas 1 ^a Taille	,918	,440	4,346	1	,037	2,503	1,056	5,932
Durée de création	de,853	,453	3,551	1	,059	2,347	,966	5,702

Durée	,015	,076	,041	1	,839	1,016	,875	1,178
Enregistrmt								
Age	-,380	,468	,659	1	,417	,684	,273	1,711
Sexe	1,334	1,314	1,031	1	,310	3,798	,289	49,883
Ville	-,038	,702	,003	1	,956	,962	,243	3,809
Constante	-5,130	1,933	7,041	1	,008	,006		

Source : Etabli par les auteurs selon le traitement par SPSS

D'après ce modèle, on constate que seule la variable **taille** qui a une influence sur la variable détection fiscale nommée « **Detect** ». Autrement dit, plus l'unité est grande plus elle a de forte chance d'être détectée par le fisc.

Alors l'équation de la régression logistique de la variable « Detect » se présente comme suit :

$$\text{Logit (Detect)} = -5,130 + (0,853 * \text{Durée Création}) + (0,15 * \text{Durée Enrgt}) - (0,380 * \text{Age}) + (1,334 * \text{Sexe}) - (0,38 * \text{Ville})$$

En conséquence, l'hypothèse **H3** qui estime que « l'administration fiscale détecte les activités informelles de grande taille » (relation coût du contrôle et recettes espérées) **est validée**.

4.4. Présentation des résultats du test logit de la variable dépendante « Declar »

Le modèle à une de précision de 92,5% en termes de prédiction. Donc, il est apte à faire les analyses auprès du sous-groupe des unités enregistrées (53 UPI).

Récapitulatif des modèles

Pas	Log vraisemblance -2	deR-deux de Snell	de Cox etR-deux de Nagelkerke
1	11,828 ^a	,268	,647

Variables de l'équation logit « Declar »

		B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour EXP(B)	
								Inférieur	Supérieur
Pas 1 ^a	Profit espéré(1)	-2,063	40696,504	,000	1	1,000	,127	,000	.
	Impôts_payés	,000	,000	4,659	1	,031	1,000	1,000	1,000
	Possession Cpté	,986	2,089	,223	1	,637	2,682	,045	160,749
	Durée Enregistrmt	-,077	,184	,177	1	,674	,925	,645	1,328
	Taille	1,641	1,220	1,810	1	,178	5,162	,473	56,392
	Percetat	2,071	3,360	,380	1	,538	7,936	,011	5753,638
	Obstacle Impôt	-21,800	6382,057	,000	1	,997	,000	,000	.
	Constante	21,769	6382,058	,000	1	,997	2846887695,972		

Source : Etabli par les auteurs selon le traitement par SPSS

Pour la variable dépendante « Declar », on trouve que juste la variable explicative « Impôts payés » qui a un seuil de sig, acceptable <0,05. Cela prouve que les charges fiscales payées affectent la possibilité de sous déclaration du CA.

Le modèle Logit de cette variable se présente comme suit :

$$\text{Logit (Declar)} = 21,769 - (2,063 * \text{Profit espéré}) + (0,0 * \text{Impôts payés}) - (0,986 * \text{Possession Cpté}) - (0,077 * \text{Durée Enrgt}) + (1,641 * \text{Taille}) + (2,071 * \text{Percetat}) - (21,8 * \text{Obstacle impôt})$$

Ainsi, l'hypothèse H1 qui stipule que la « politique fiscale (taxation, contrôle, exonérations) affecte le comportement de conformité fiscale vis-à-vis de la fiscalité est validé partiellement étant donnée qu'on a pu trouver la relation de dépendance juste pour la variable impôts payés.

In fine, on pourra conclure que notre hypothèse générale de recherche qui suppose que la politique fiscale influence la décision des agents privés à choisir entre le formel et l'informel, est globalement validée.

5. Discussion des résultats

Par ailleurs, d'après les résultats de l'enquête nous avons constaté que la majorité des UPI (65%), exercent leur activité professionnelle dans un local loué sans contrat ce qui constitue le premier élément favorisant l'accès à l'informel puisque parmi les conditions d'enregistrement à la Taxe Professionnelle, on trouve le contrat de bail ou de propriété du local dont on paye la taxe des services communaux (TH/TSC). Cela constitue une opportunité pour le fisc d'effectuer un recensement des locaux où sont exercées ces activités informelles pour pouvoir les enregistrer en premier lieu.

En plus, parmi les freins de non enregistrement fiscal des UPI existe le manque de rentabilité et le taux d'impôt élevé. Cela, donne une idée sur la politique fiscale à adopter par l'Etat pour pouvoir intégrer cette catégorie professionnelle dans l'économie organisée et ce, soit par des incitations fiscales et financières ou par l'adoption des mesures fiscales adaptées favorables.

Nous constatons aussi, que la majorité des clients et fournisseurs des unités informelles est constituée par des particuliers qui ne demandent ni octroi des factures d'achat ou de vente. Cela montre la grande part de la TVA (différence entre TVA facturée sur les ventes et TVA récupérable sur les achats) entre les mains de ces unités qui échappent au Trésor. Cette situation est le résultat de l'approvisionnement des chefs des UPI en amont auprès de fournisseurs qui eux-mêmes travaillent dans l'informel ce qui permet d'acheter sans facture réglementée et donc d'échapper à la facturation en mode TVA. Cette situation doit être maîtrisée à travers le verrouillage du système de facturation et de paiement de la TVA.

Conclusion

Cette recherche était consacrée à l'analyse des déterminants de la conformité fiscale des acteurs informels en analysant l'impact de la politique fiscale de l'Etat à travers la fonction du contrôle et de taxation. Pour cela, nous avons formulé quatre hypothèses que nous avons tenté de vérifier sur la base des données de l'enquête réalisée au niveau de Région Casablanca-Settat du Maroc, une région très peuplée qui abrite un nombre important des UPI.

Les résultats empiriques obtenus, nous ont permis de tester les hypothèses de recherche. À cet effet, une analyse simple des déterminants de la conformité fiscale a été réalisée et répartie en deux catégories à savoir la conformité par rapport à la décision d'enregistrement fiscal et à la déclaration du CA réalisé et ce, selon le modèle logit binaire de la régression logistique.

Au regard de ce qui précède et des résultats obtenus, on pourra reformuler une politique fiscale visant les trois aspects suivants : l'amélioration de la perception des acteurs informels envers l'Etat, la conception des mesures fiscales adaptée et favorables à leur intégration et enfin, la mise en place des outils sophistiqués de suivi, contrôle et collecte des impôts.

Comprendre les incitations qui poussent les acteurs économiques à opérer dans l'informalité plutôt que dans la formalité, et aller au-delà de la question de la coercition comme solution à l'informalité, est crucial pour aborder le comportement de l'informalité aujourd'hui. Cela, constitue une étape importante dans le débat vers une approche plus intégrée de la question de l'informalité pour en trouver un environnement adéquat où coexistent l'Etat et l'entrepreneur à travers une politique fiscale gagnant-gagnant.

Nonobstant, l'impact de la fiscalité sur le comportement de l'informalité ne constitue qu'un aspect dans un large champ d'études de ce phénomène qui ne cesse de préoccuper les décideurs publics surtout avec l'apparition de nouvelles crises sanitaires et environnementales. Ce nouveau contexte pourra constituer une nouvelle perspective de recherche.

Une autre piste de recherche peut consister à affiner l'analyse par l'intégration de l'approche genre motivée par la forte présence des femmes dans des activités informelles bien déterminées.

BIBLIOGRAPHIE

- Ali, M., et al. (2014). « *To pay or Not to Pay ? Citizen's Attitudes towards Taxation in Kenya, Uganda, Tanzania and South Africa* ». *World Development* 64 : 828-42.
- Allingham , M. G. et Sandmo, A. (1972). « *Income Tax Evasion: A Theoretical Analysis* ». *Journal of Public Economics*, vol. 1, pp 323 – 338.
- Bank-Al-Maghrib (2020). «*The Size and Development of the Shadow Economy in Morocco* ». Bank-Al- Maghrib, Rabat.
- Bagachwa M.S.D and Naho A. (1995). «*Estimating the Second Economy in Tanzania*». *World Development*, Vol.23 ,n°23, August .
- Busato, F. and B. Chiarini, (2004), « *Market and underground activities in a two-sector dynamic equilibrium model* », *Economic Theory*, 23, pp 831-861.
- Caumont, D et Ivanaj, S. (2017). « *Analyse des données* » Ed. Dunod, page 22
- Cochran W.G., (1977), «*Sampling techniques*», 3th. ed. New York, John Wiley and Sons inc., pp 428.
- Coolidge, J. and Illic, D. (2009). «*Tax compliance perceptions and formalization of small businesses in South Africa*». World Bank Policy Research Working Paper Series, 4992, Washington DC: World Bank.
- De Soto.H.,(1994). « *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde* », La découverte, Paris.
- DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) : « *Fiscaliser le secteur informel dans les pays en voie de développement. Pourquoi, comment ?*», Document de travail n°96/09.1996.
- Ependa, A. (2017). « *Pièges et étapes du processus de recherche : De la théorie à la présentation des résultats* ». Ed. L'Harmattan, page 64.
- Gavard-Perett.M-L et al, « *Méthodologie de la recherche : Réussir son mémoire ou sa thèse en sciences de gestion* », Edition Pearson Education France, 2008, p.7
- Haeran Jae, Matthew T. Seevers, Jule et B. Gassenheimer. (2002), « *Underground Economy and Exchange* ». American Marketing Association. Conference proceedings. Vol.13 p.249.
- Haut-Commissariat au Plan (2018). « *Enquête nationale sur le secteur informel 2013/2014* » .Publications du HCP, Rabat, Maroc.

- Koskela, E., « *A Note on Progression, Penalty Schemes and Tax Evasion* », Journal of Public Economics, vol 22, 1983, pp.127-133.
- Wendorff, C. (1985). « *Sector Informal Urbano y Crisis Económica: Diagnostico y Alternativa de Política, in N. Henriques and A. Ponce (eds.)* », Lima: Población, Trabajo y Política, Pontifica Universidad Católica del Perú: Lima.
- Williams, C et al. (2015). « *Determinants of the Level of Informality of Informal Micro-Enterprises : Some Evidence from the City of Lahore, Pakistan* ». World Development.
- Zheng, L.et al. (2018). «*L'analyse des données de sondage avec SPSS : Un guide d'introduction* ». Ed. Presses de l'Université du Québec.